

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25_01-DE

SLO

Rapport d'**Orientations** Budgétaires **2025**



DISPOSITIONS LEGALES

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25_01-DE



Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la **procédure budgétaire des collectivités**. Il participe à l'information des élus et favorise la **démocratie participative des assemblées délibérantes** en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.
En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

les orientations budgétaires envisagées : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement).

les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses

la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice

l'évolution rétrospective des dépenses réelles de fonctionnement

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Délibération, compte-rendu de séance et publicité

Obligatoire, la délibération permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance.

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours.

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public par la collectivité, le public devant être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, ...).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

L'exercice prospectif s'avère délicat depuis plusieurs années, tant la situation nationale et internationale est incertaine et évolue rapidement. Pour 2025, il est particulièrement compliqué par les conditions d'élaboration du projet de loi de finances (PLF), avec le dépôt tardif par le gouvernement d'un texte impactant fortement les ressources des collectivités territoriales.

Loin des 5 milliards annoncés par le Gouvernement, l'effort qui est demandé aux collectivités s'élève, en réalité, à au moins 8,5 à 10 milliards d'euros selon les calculs effectués par les associations d'élus.

Le Premier ministre a lui-même reconnu qu'« il n'est pas normal ni juste de montrer les communes et les collectivités territoriales comme si elles étaient responsables du déficit. »

En effet, en application de la « règle d'or », les collectivités n'ont pas la possibilité, à la différence de l'Etat, de voter un budget en déficit et il leur est strictement interdit d'emprunter pour rembourser leur dette et pour financer leur fonctionnement.

Et pourtant : réduction drastique du fonds vert, remise en cause des règles du fonds compensation de la TVA, prélèvement pouvant atteindre 2% des recettes de fonctionnement, hausse des cotisations CNRACL... les perspectives qui attendent les collectivités sont dangereuses pour le pays à bien des égards :

- dangereuses pour notre économie car les collectivités portent, à elles seules, près de 70 % de l'investissement public du pays. Les conséquences seraient dramatiques, en particulier pour les entreprises des secteurs très liés à la commande publique, à l'image des travaux publics, faisant craindre un effet récessif important au moment où, déjà, beaucoup d'entreprises chancellent.
- dangereuses pour nos services publics de proximité : l'effort demandé est tellement insoutenable qu'il aboutirait fatalement à un affaiblissement des services publics du quotidien essentiels pour les habitants, et donc à un accroissement des inégalités et des fractures sociales et territoriales,
- dangereuses pour l'environnement, alors que l'accélération des investissements est nécessaire pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, et pour s'adapter au réchauffement climatique.

Depuis plusieurs années, la Ville de Billy-Montigny a fait des choix engagés et raisonnés à la fois, en contenant les dépenses de fonctionnement, en cherchant de nouvelles recettes, en développant un plan d'investissements au service du confort de vie tout en diminuant ou en maintenant son taux communal de taxe foncière, contrairement à d'autres villes.

La stratégie de désendettement menée préalablement par la ville, a permis par ailleurs de mettre en œuvre les nécessaires investissements structurants et de continuer à assurer une haute qualité du service public rendu au quotidien

Maintien du service public, poursuite des investissements, stabilité fiscale, les orientations budgétaires pour 2025 s'inscrivent dans la droite ligne de celles présentées depuis le début du mandat.

Compte tenu des incertitudes quant au contenu du projet de loi de finances, ce document n'intègre pas à ce stade les mesures annoncées par le gouvernement mais non adoptées définitivement par le Parlement. Plus que jamais, l'intégralité des chiffres, tableaux, graphiques qui sont présentés dans ce document ne sont que prévisionnels et seront amenés à évoluer en fonction des mesures adoptées en loi de finances.

Les données présentées au stade du rapport d'orientations budgétaires seront affinées et consolidées dans la perspective du vote du Budget Primitif (BP) 2025 au mois d'avril prochain.

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25_01-DE

SLOW

C'est dans ces conditions que le Conseil Municipal est invité à délibérer pour l'adoption des orientations budgétaires.
d'Orientations Budgétaires.

Monde : les banques centrales desserrent l'étau, le risque géopolitique monte d'un cran

La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025, autour de 3 %, avec des dynamiques régionales très différentes. Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance attendue proche de 3 %, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024, avec une économie allemande toujours à l'arrêt. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.

La plupart des banques centrales des pays avancés (BCE, Fed, BoE, BNS, BoK, Riksbank, etc.) ont commencé à desserrer l'étau du crédit sur fond de nette décélération de l'inflation en 2024 et ce mouvement se poursuivrait :

- La Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs de 75 pbs à 3,25 % pour le taux de dépôt et ce mouvement se poursuivrait avec une nouvelle baisse de 25 pbs attendue en décembre et un taux terminal prévu à 2,0 % en juin 2025.
- La Fed a entamé son cycle d'assouplissement en fanfare en abaissant son objectif de taux de 50 pb en septembre et ce mouvement baissier se poursuivrait.
- La Banque d'Angleterre a également entamé son cycle de baisses de taux et celui-ci continuerait.
- A rebours, la Banque du Japon a mis fin aux taux négatifs et pourrait procéder à une nouvelle hausse de taux d'ici la fin de l'année.

Le risque géopolitique se renforce par ailleurs dans de nombreux pays. L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, l'élection de D. Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible. En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilités.

Zone Euro : l'activité a fait mieux que prévu au 3ème trimestre, mais cela va-t-il durer ?

Scénario de croissance : nous anticipons une croissance du PIB de 0,8 % en 2024 et de 1,3 % en 2025 en zone Euro.

L'activité a progressé de +0,4 % au T3 en zone Euro, après +0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes. La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène : L'Espagne continue de surperformer avec +0,8 % de croissance et l'activité a accéléré en France à +0,4 %, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. L'économie allemande a échappé à la récession technique, avec une croissance de +0,2 %, tandis que l'Italie a calé, avec une croissance nulle au T3. Pour le 4ème trimestre 2024, nous anticipons une croissance du PIB de +0,3 % en zone Euro, avec de nouveau une forte hétérogénéité entre pays.

Inflation : nous tablons sur une inflation de 1,8 % en 2025 après 2,3 % et une inflation sous-jacente de 2,2 % après 2,9 %. L'inflation a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %.

L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7 %, montrant de nouveaux signes de persistance, en particulier dans les services (3,9 %, quasi inchangée depuis le début de l'année), tandis que les prix des biens hors énergie ont légèrement accéléré, passant de 0,4 % à 0,5 % en glissement annuel. L'inflation continuera de diminuer en 2025, notamment au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

Risques : l'élection de D. Trump fait peser un fort risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Selon nos estimations, une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans.

France : retour à la réalité après les Jeux Olympiques ?

Scénario de croissance : nous anticipons une croissance du PIB de 1,1 % en 2024 et de 0,9 % en 2025 en France.

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au 3^{ème} trimestre, en ligne avec nos attentes. La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3^{ème} trimestre. Notre estimation d'un effet JO de l'ordre de +0,25 pp semble raisonnable, avec un contrecoup similaire à attendre au T4 (croissance attendue à -0,1 % T/T au 4^{ème} trimestre). Pour l'année 2025, notre prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec un effort de 60 milliards € annoncé par le gouvernement. Nous estimons néanmoins que la réduction du déficit public sera probablement inférieure à celle annoncée et que celui-ci s'établira à 5,4 % en 2025 (vs 5,0 % attendu par le gouvernement), après 6,1 % en 2024.

Inflation : en moyenne annuelle, nous prévoyons l'inflation (IPCH) française à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025.

L'inflation (IPCH) française est ressortie en légère hausse en octobre, à 1,5 % en glissement annuel, après 1,4 % en septembre. L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé. L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabilise en rythme annualisé. Nous nous attendons à ce que l'inflation française se redresse quelque peu en novembre et décembre, mais qu'elle reste inférieure à 2 %. Risques : l'objectif de réduction du déficit public du gouvernement en 2025 est très ambitieux, avec un risque élevé de ne pas atteindre cette cible, en particulier sans majorité à l'Assemblée nationale.

France : l'emploi privé présente des signes d'essoufflement

Après +0,3 % au T1-2024, l'emploi salarié s'est stabilisé au T2- 2024, montrant des signes d'essoufflement, en particulier dans le secteur privé. Alors que l'emploi public continue de progresser (+16k au T2-2024, après +21k au T1-2024), la dynamique de l'emploi privé s'essouffle (-25k au T3-2024 après - 28k au T2-2024), celui-ci se situant 0,3 % sous son pic de mars 2024. Les perspectives d'emploi restent dégradées dans les enquêtes de conjoncture, celles-ci s'établissant sous leur moyenne de long terme.

La croissance des salaires est stable à +2,9 % en glissement annuel au T2 2024 comme au T1-2024, avec des hausses plus marquées dans l'industrie (+3,4 %) que dans le tertiaire (+2,8 %) et la construction (+2,8 %).

Comme au trimestre précédent, les salaires augmentent plus vite que les prix, permettant ainsi une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Le taux de chômage a baissé de -0,2 point au T2-2024 à 7,3 % en France (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9 % en août 2024 après 5 mois à 6 %). Le taux d'activité est resté stable à 74,5 %, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité : les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage augmentent nettement dans les enquêtes de conjoncture, tout en restant un peu inférieures à leur moyenne de long terme.

France : nouveau dérapage du déficit public en 2024

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 4,4 % attendus dans le projet de loi de finances. Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ; la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ; et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF stabilité), ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement en dehors des périodes de crise.

Le gouvernement vise un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards € (~2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %. Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprend un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

En pratique et en dépit de l'entrée de la France en procédure pour déficit excessif, l'effort de redressement budgétaire sera probablement plus lent :

- de nombreuses mesures présentées par le gouvernement manquent de détails, notamment en ce qui concerne le volet réduction des dépenses.

Cet exercice d'orientations budgétaires intervient une nouvelle fois dans un contexte porteur de multiples incertitudes économiques, sociales et environnementales rendant les prévisions difficiles à opérer. Les dernières prévisions de la Banque de France pour 2025 et 2026 prévoient une croissance modérée similaire à celle observée pour 2024 (1,2 % pour 2025 et 1,5 % pour 2026 vs. 1,1 % pour 2024) mais avec une inflation plus faible qui redescend sous les 2 % (1,5 % pour 2025 et 1,7 % pour 2026 vs. 2,5 % pour 2024). L'élaboration de ce ROB a été effectuée avant la validation du projet de loi de finances (PLF) par le gouvernement. Cela rend les prévisions d'autant plus incertaines que les ressources de la collectivité proviennent en grande partie des recettes fiscales et des concours financiers de l'État. Il est fort probable que des ajustements structurels seront à prévoir par rapport au ROB lors du vote du Budget Primitif (BP) 2025 en avril prochain du fait du retard pris dans le processus budgétaire de l'État.

L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE BILLY-MONTIGNY FIN 2024

A – Les orientations de la section de Fonctionnement

L'année 2024 a été marquée par un exercice lié aux gros Investissements notamment avec la construction d'un centre aquatique et la continuité des travaux du Quartier du Vieux-Billy. Les chiffres de la colonne 2024 correspondent au compte administratif réel.

1 - Des dépenses de fonctionnement quasiment stables :

La maîtrise des dépenses de fonctionnement se poursuivra et sera traduite dans le projet de budget primitif 2025.

La poursuite d'une dynamique de gestion resserrée apparaît en effet indispensable pour préserver l'autofinancement de la commune et sa capacité à investir.

Les postes les plus importants sont les charges de personnel (52.45% des dépenses) et les charges générales (28.12% des dépenses).

→ Les charges générales enregistrent en 2024 une légère diminution de l'ordre de -4.61% liée au contexte économique et de la nécessité de se tourner vers des économies.

→ En 2024, les dépenses de personnel connaissent une légère augmentation de l'ordre de 7,09%, en raison d'un volume encore d'avancements d'échelons et de grades, ainsi que la mise en place des tickets restaurants, qui sont venus impactés la masse salariale.

Le ratio dépenses réelles de fonctionnement/population considéré comme un indicateur de coût, cherche à appréhender le niveau des charges réelles de fonctionnement supporté par la collectivité. Il constitue une des mesures possibles du « service rendu » aux habitants de Billy-Montigny.

	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles de fonctionnement par habitant	738	725	763	830	977

Les principaux postes de dépenses

Dépenses de Fonctionnement	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Charges à caractère général	1 859 062,94	1 751 987,69	2 002 232,33	2 345 364,89	2 242 001,64
Charges de personnel	3 562 008,77	3 648 178,68	3 728 009,58	3 885 024,07	4 181 565,46
Atténuation de produits	-	-	-	8300,00	1 887,00
Autres charges de gestion courante	404 451,75	377 471,98	372 237,55	342 078,87	381 661,05
S/T Charges de gestion	5 825 523,46	5 777 638,35	6 102 479,56	6 580 767,83	6 807 115,15
Charges financières	88 605,10	76 547,71	84 160,20	172 481,21	167 364,97
Charges exceptionnelles	21 843,03	22 298,36	14 892,17	14 322,49	7 634,04
TOTAL des dépenses réelles	5 935 971,59	5 876 484,42	6 201 531,93	6 767 571,53	6 982 114,16

Les dépenses de Fonctionnement comportent 4 postes principaux :

a) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs.

Elles représentent à peu près 30 % des dépenses réelles de fonctionnement et impactent tous les postes de la collectivité.

L'augmentation d'une partie de ces charges est quasi-inévitable puisqu'il s'agit ici des dépenses d'énergie liées en partie aux factures de gaz, eau, électricité, essence, matières premières, soumises à l'augmentation du coût de la vie.

Elles regroupent également toutes les dépenses liées à l'entretien des bâtiments publics et des voiries et trottoirs.

Prévision 2025 : des recherches d'économie sont toujours en cours sur le Chapitre 011 : optimisation de la gestion des fluides, de la maintenance et des coûts liés aux énergies.

b) Les charges de personnel

Sur la commune de Billy-Montigny, les dépenses du chapitre 012 sont restées quasi stables sur la période 2018 /2024.

Elles ont augmenté de 0.7% sur 4 ans de 2015 à 2019 alors que l'évolution normale attendue des dépenses du personnel sous l'effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est d'environ 1.5% par an soit 6% sur 5 ans.

En 2025, le budget prévisionnel pour le chapitre 012 devrait légèrement augmenter, en raison de l'évolution automatique des avancements d'échelons et des avancements de grades mis en place par la municipalité. De même, depuis juillet 2024, la mise en place des tickets restaurants en faveur du personnel ainsi que le renforcement des agents au nouveau centre aquatique impactent le chapitre 12. A noter la hausse de 3% des charges patronales pour les agents cotisant à la caisse de retraite CNRACL.

Ainsi, pour tenir compte des hausses successives du SMIC, le minimum de traitement dans la fonction publique, a été augmenté. Ainsi, depuis le 1er janvier 2025, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public occupant un emploi doté d'un indice percevront le traitement afférent à l'indice majoré 366 (indice brut 367).

Le ratio dépenses de personnel/ dépenses réelles de fonctionnement mesure la charge de personnel de la collectivité et cette dépense est incompressible.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Dépenses de personnel sur dépenses réelles de Fonctionnement	55,30%	58,58%	61.24%	59.45%	56,96%	52.45%
Dépenses de personnel sur recettes réelles de Fonctionnement	39,09%	38,77%	40.32%	39.92%	41.50%	40.96%

Commune strate identique : 55,80% (source DGCP)

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

SLOW

ID : 062-216201335-20250226-DEL25_01-DE

c) Les autres charges de gestion courante

Les charges de gestion courantes comprennent notamment les subventions allouées aux différentes associations qui représentent environ 150 000 euros et restent stables. La vie associative est très active à Billy-Montigny et bénéficie du soutien constant de la municipalité depuis de nombreuses années. La municipalité a toujours fait le choix de ne pas restreindre le montant des subventions allouées aux associations communales, et ce, malgré la baisse des dotations de l'Etat et la crise sanitaire.

Le montant pour 2025 s'inscrira dans la continuité des années précédentes.

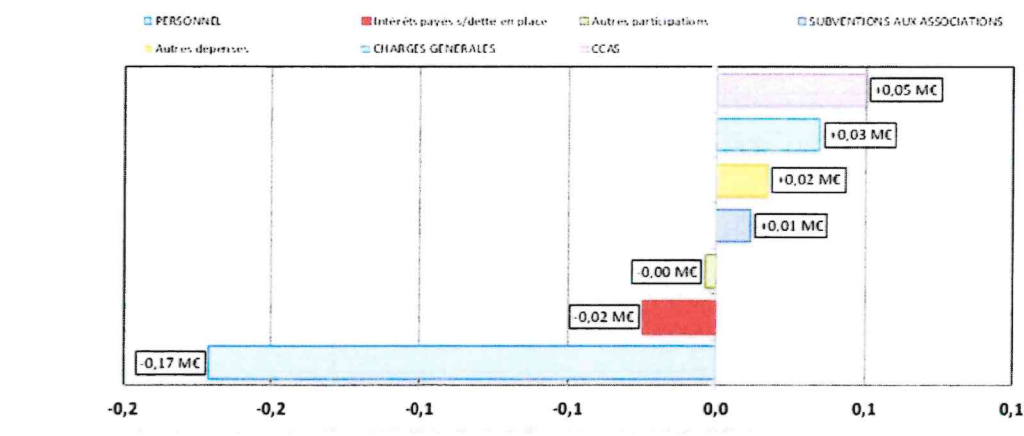
La subvention versée au CCAS varie chaque année, en raison de l'excédent de Fonctionnement qui résulte du compte administratif.

En 2023, la subvention s'élevait à 105 000 euros et 120 000 en 2024. Il sera proposé de la reconduire en 2025 à hauteur de 150 000 € dans le cadre du vote du budget primitif.

d) Les charges financières :

Les charges financières sont composées des intérêts de la dette, qui se sont élevées à 167 365 euros sur 2024. En 2023, la ville a contracté un emprunt de 2M afin de financer, en partie, le nouveau centre aquatique. A noter que les intérêts des emprunts, basés sur le livret A connaissent une forte hausse qui est directement liée à la crise économique. A noter que la commune a renégocié fin 2024, un emprunt fortement impacté par la fluctuation des taux – (CMS 30-10).

Contribution des différents postes de dépenses à la baisse globale des dépenses de fonctionnement sur la période 2017 - 2019 (-0,1 M€)



2 – Des recettes de fonctionnement stables :

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25_01-DE

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de 7,80 % entre 2023 et 2024 :

- Les **dotations de péréquation**, comprenant la DSR, DSU, ont poursuivi la trajectoire de revalorisation de leurs enveloppes, la DNP a connu quant à elle un très léger reflux sur la période
- Les **atténuations de charges** se sont réduites sur la période (-23,82%) : elles varient en fonction des versements de sécurité sociale et des différentes assurances (arrêts maladie ...) ;
- Les produits **fiscaux**, après avoir bénéficié de la dynamique des bases en 2018, ont amorcé en 2019 une décélération par volonté de la collectivité. Le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties a été voté en baisse en 2019, 2020, 2021, 2022, maintien du taux en 2023 et baisse du taux de -2% en 2024, par décision du conseil municipal visant à annuler l'effet revalorisation législative des bases.
- Le **FPIC** a quant à lui, légèrement reculé en 2024 par rapport en 2023.

Pour rappel, le FPIC se calcule au niveau du territoire (EPCI + communes).

Le niveau du ratio recettes réelles de fonctionnement / habitant donne une idée des ressources dont dispose la commune pour financer ses interventions.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Recettes réelles de Fonctionnement par habitant	1 050,55	1 116,16	1 102,36	1 136,37	1 139,50	1 251,55

Commune de strate identique : 1 243 € /habitant - Source DGCP

Les principaux postes de recettes

Recettes de fonctionnement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
70	Produits des services	212 786	245 045	280 197	331 720	375 063
73	Impôts et taxes	3 937 126	4 209 178	3 902 819	4 296 906	4 322 055
74	Dotations et participations	4 321 566	4 246 855	4 207 627	4 552 896	4 607 613
75	Autres produits gestion courante	81 008	106 277	54 083	122 929	115 853
013	Atténuations de charge	182 404	174 127	182 374	52 008	42 004
77	Produits exceptionnels			222 203	12 549	698 569
S/T recettes réelles		9 187 127*	9 048 036*	9 338 691	9 369 008	10 161 157
S/T recettes d'ordre		-	-	-	2913	47 725
Total des recettes		9 187 127	9 048 036	9 338 691	9 371 921	10 208 882

* + les produits exceptionnels

Les recettes de la commune sont composées à 45,13% des **dotations de l'Etat** (dotation forfaitaire, DSR, DSU, DNP) et à 42,33% de **fiscalité**

→ 42% des recettes sont **soumises aux décisions de l'Etat** sur sa politique de péréquation. La commune de Billy-Montigny est largement dépendante du

dynamisme des dotations pour faire face à l'augmentation de ses dépenses.

→ La **fiscalité** reste stable sur commune malgré la revalorisation des valeurs locatives. La commune a **baissé le niveau de pression fiscale en 2019, 2020, 2021 et 2022 et a décidé de ne pas augmenter les taux en 2023** (baisse du taux de TFPB en 2019 : - 2.2 points et - 0.9 point en 2020 et -

0.5 point en 2021, et -2% en 2022 annulant la revalorisation annuelle des bases établie par la Loi de Finances). En 2024, la Municipalité a décidé à nouveau, de baisser les taux de -2%.

a) Les produits de la fiscalité directe et indirecte :

Le chapitre des impôts et taxes du budget de la Ville constitue près de 35.10% des recettes réelles de Fonctionnement.

A l'intérieur de ce chapitre se trouvent :

- **Les contributions directes**, soit le total des recettes représentées par les Taxes Foncières (Bâti dont reversement de la part départementale et Non Bâti) représentent 97.10% de ce chapitre avec 3 222 095 € en 2024.

La **fiscalité directe évolue à un faible rythme** sur la période 2017/2020 sur le territoire de la commune. En effet, en moyenne la fiscalité a augmenté de 0,8% par an. Cependant une action à la baisse sur les taux fiscaux contribue à l'explication. Une progression physique importante des bases de foncier bâti a cependant été observée en année 2018 (+2,8%), très certainement liée à la fin d'exonération de bases logement social (+10% de progression des bases logement social entre 2017 et 2019), amenant la municipalité à voter une diminution de taux au prorata de la variation forfaitaire des bases décidée en LFI sur les années suivantes :

- En 2019, diminution du taux communal de TFPB de 2,20%
- En 2020, diminution du taux communal de TFPB de 0,90%
- En 2021, diminution du taux communal de TFPB de 0,50 %
- En 2022, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%
- En 2023, aucune augmentation du taux communal de TFPB
- En 2024, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%

2021 est la première année d'application de la réforme du transfert de la taxe foncière départementale aux communes, en lieu et place de la taxe d'habitation. Un coefficient correcteur de 1,052439 est appliqué aux recettes de taxes foncières départementales pour les ajuster à nos recettes antérieures de taxe d'habitation.

En termes de taux de foncier bâti, la ville de Billy Montigny dispose d'un taux de référence de 51,70 % : application du taux départemental du foncier bâti de 22,26 au taux communal de 29,44.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Produit des impositions directes par habitant	334,35	353,40	360.23	383.12	395.01

Le produit de la fiscalité directe par habitant pour les communes de strates de population identique s'élève à 501 euros/hbt (source DGCL).

- **Les contributions indirectes** (taxe sur l'électricité, droits de mutation, attribution de compensation, dotation de solidarité communautaire...)

L'attribution de compensation (part reversée par la CALL qui perçoit la Dotation Globale de Fonctionnement Unique en lieu et place des communes). Elle s'est élevée pour l'année 2024 à 671 087 euros.

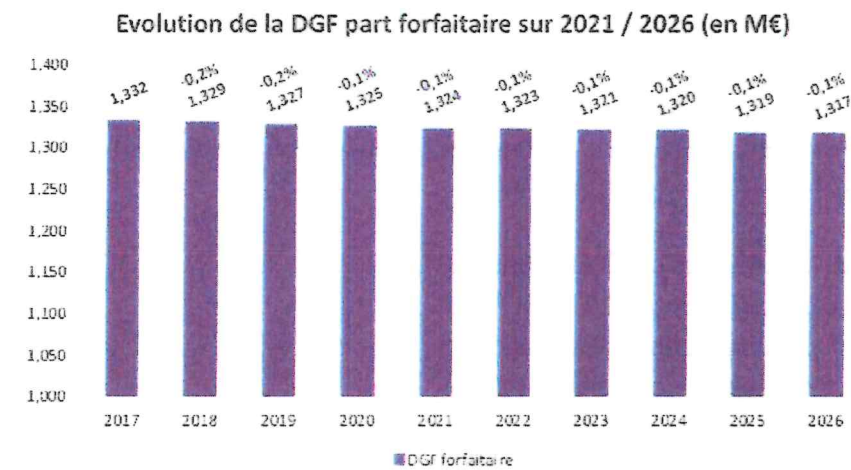
La Loi de finances pour 2020 a fait évoluer les règles relatives à la répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire, notamment dans la prise en compte des critères d'attribution. Ainsi, le 10 novembre 2021, le Conseil Communautaire a approuvé le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité intégrant ces évolutions législatives.

Ainsi, le montant prévisionnel de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) perçue par la commune passerait de 122 846 € en 2022 à 123 563 € en 2024.

Suite à l'adoption des nouvelles modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire, une correction des attributions de compensation (AC) des communes a été entérinée par la CALL afin d'assurer une neutralité territoriale des sommes dont bénéficient les communes au regard des nouveaux critères de cette dotation. En application de ce nouveau mode de répartition des AC, en 2025, le montant prévisionnel serait de 768 569.50 euros.

b) Les concours financiers de l'Etat :

Les recettes des dotations de l'Etat représentent 45% des recettes réelles de fonctionnement.



La Dotation Globale de Fonctionnement de la commune de Billy-Montigny s'élève à 4 085 609 euros en 2024. Au sein de la DGF, la principale dotation est la dotation forfaitaire. La Dotation Globale de Fonctionnement se compose de :

- La dotation Forfaitaire,
- La dotation de Solidarité Rurale,
- La dotation de Solidarité Urbaine,
- La dotation Nationale de Péréquation

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
DGF par habitant	446	456	466	474	485	501

Le ratio des villes de strates identiques est de 154 € /hbt.

Le ratio « dotation globale de fonctionnement / recettes réelles de fonctionnement » permet d'apprécier le degré de « dépendance financière » de la commune vis-à-vis d'une des principales dotations de l'Etat. Ainsi, en fonction des années, de 30 % à 40% des recettes de fonctionnement relèvent essentiellement de décisions émanant de l'Etat et constituent à ce titre, une ressource sur laquelle la collectivité ne dispose d'aucun moyen d'action quant à son évolution.

DGF	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Dotation Forfaitaire	1 326 847	1 325 240	1 326 753	1 327 699	1 328 077	1 321 934
Dot Solidarité Rurale	303 540	333 596	354 169	379 626	408 459	436 825
Dot Solidarité Urbaine	1 744 128	1 799 113	1 844 821	1 892 205	1 944 130	2 024 859
Dot Nationale de péréquation	297 520	302 302	299 068	298 759	304 347	301 991
TOTAL	3 672 035	3 760 251	3 824 811	3 898 289	3 985 013	4 085 609
Ratio DGF/RRF	42,46%	40,92%	42,27%	41,75%	42,50%	40,20%

Depuis 2014, on observe une augmentation importante des dotations de péréquation (notamment DSR et DSU), mécanisme profitant pleinement à la commune car :

- la DSR est passée de 0,15 M€ en 2014 à 0,43 M€ en 2024 ;
- la DSU a évolué de 1,2 M€ en 2014 à 2,02 M€ en 2024 ;
- la DNP est restée, quant à elle, quasi stable sur la période.

La **Dotation de Solidarité Rurale (DSR)** est une dotation réservée aux communes de moins de 10 000 habitants, comme c'est le cas pour Billy Montigny. Elle est composée de trois fractions :

→ La fraction « bourg centre » destinée aux bureaux centralisateurs ou chefs-lieux de canton ou regroupant au moins 15% de la population du canton. Billy -Montigny n'est pas concernée par cette part ;

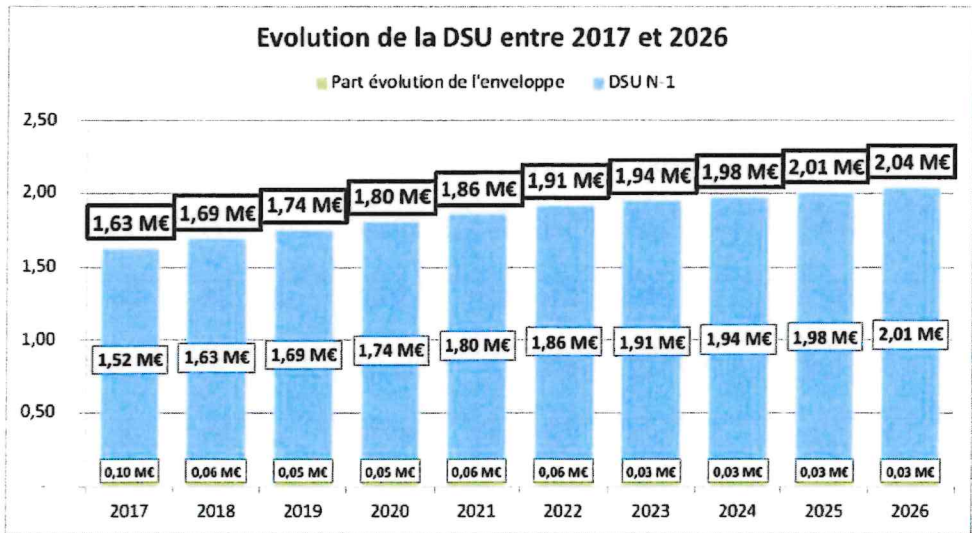
→ La fraction « **péréquation** » bénéficie aux communes disposant d'un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de leur strate. Billy-Montigny perçoit cette part car son potentiel financier par habitant est de 708 €/hab. en 2020 lorsque le double de la moyenne est de 2 199 €/hab.

→ La fraction « **cible** » est destinée aux 10 000 premières communes classées en fonction d'un indice synthétique calculé en fonction du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant. Billy- Montigny est bénéficiaire de cette fraction puisqu'elle est à la 474ème place du classement 2020.

Evolution des autres dotations de péréquation sur
2021 / 2026 (en M€)



La ville de Billy-Montigny fait partie en 2024 des 125 communes de m éligibles à la DSU.



La **Dotation Nationale de Péréquation (DNP)** est composée de deux parts :

- La **part principale**. La commune est éligible à cette part car son potentiel financier par habitant (708 €/hab.) est inférieur à 105% du potentiel financier par habitant moyen du même groupe démographique (1 099 €/hab.) et son effort fiscal (1,54) est supérieur à l’effort fiscal moyen du groupe démographique (1,19) ;
- La **part majoration**. Billy Montigny est également bénéficiaire de cette part car, son potentiel fiscal « produits post-TP » (112 €) est inférieur à 75% du potentiel fiscal « produits post-TP » moyen de la strate (205 €)

c) Les produits des services :

Il s’agit des recettes liées à la fois à l’exploitation et aux prestations de services assurées par la collectivité auprès des usagers. Ces autres recettes restent stables et traduisent les engagements de la municipalité de ne pas peser sur le pouvoir d’achat des familles, en effet, les tarifs municipaux n’augmentent pas.

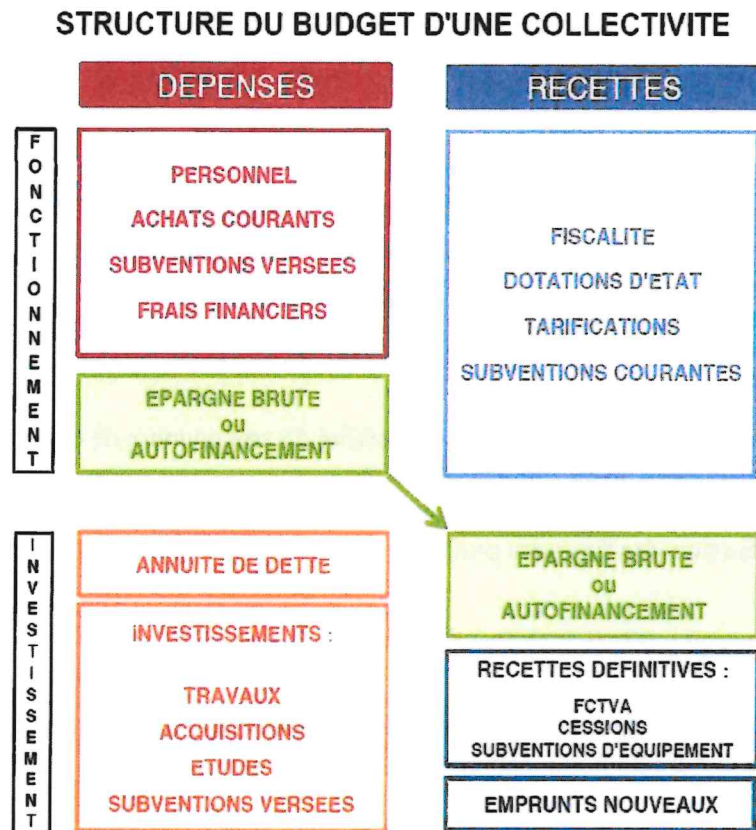
d) Le fonds de péréquation intercommunal :

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), instauré en 2012, est favorable à notre commune puisque qu’elle perçoit un reversement de la part de la CALL.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
FPIC reçu pour le territoire	9 344 653 €	9 531 735 €						
CIF CA Lens Liévin	32,92%	33,01%						
FPIC droit commun CA	3 076 510 €	3 146 322 €						
FPIC droit commun communes	6 268 143 €	6 385 413 €						
Billy-Montigny	194 522 €	191 726 €	189 894 €	199 169 €	206 599	207 125	197940	188 152

B) Les orientations de la section d'Investissement

1 - Les dépenses d'Investissement :



L'encours de la dette :

La stratégie de gestion de la dette a pour objectif de limiter l'endettement de la Ville tout en garantissant un haut niveau d'investissement.

Nature	Organisme prêteur	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée résiduelle (en années)	Niveau du taux d'intérêt Au 31/12/2024	Capital	Charges d'intérêt
MPH258429EUR	Caisse Française de Financement Local	860 633,36	3,75	3.85	190 168,61	41 130,14
MPH258434EUR	Caisse Française de Financement Local	894 461,09	3,83	3.75	197 188,81	38 829,09
1233859	Caisse des dépôts et consignations	590 125,36	8,17	1.82	59 759,95	12 022,88
1233864	Caisse des dépôts et consignations	271 864,39	3,17	1.86	64 908,03	6 230,29
KB8784	Crédit Agricole	1 570 829.86	7.58	1.21	192 183.30	20 462.62
TOTAL GENERAL		4 187 914,06			704 208,70	118 675,02

Fin 2024, l'encours de la dette de la commune s'élève à **4 187 914,06 euros** soit **513,00 euros par habitant**. (La moyenne nationale de la strate est de 754,00 euros par habitant – Source DGCP).

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Encours de la dette par habitant	655	604	553	678	595	513
Annuité de la dette par habitant	71,75	72.22	72.83	72.67	110,07	100.88

L'encours de dette diminue de 40% sur la période 2014-2021 passant ainsi de 7,3 M€ à 4,1 M€

→ Sur ce point, la commune est en phase avec les objectifs visés par la LPFP 2018-2022, c'est à dire, un désendettement de 30% sur la période.

→ Combiné au maintien d'un haut niveau d'épargne brute, la **capacité de désendettement diminue** en passant de 3,9 ans en 2014 à 1,3 an en 2022 et 0,46 année de ses produits réels de fonctionnement.

→ Cela signifie, qu'en 2024, la commune pourrait rembourser la totalité de son encours de dette en moins de 2 ans si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute.

→ Avec ces niveaux de capacité de désendettement, la commune se situe très en deçà de la zone d'alerte émis par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, établie à 12 ans.

a) Une épargne brute stable :

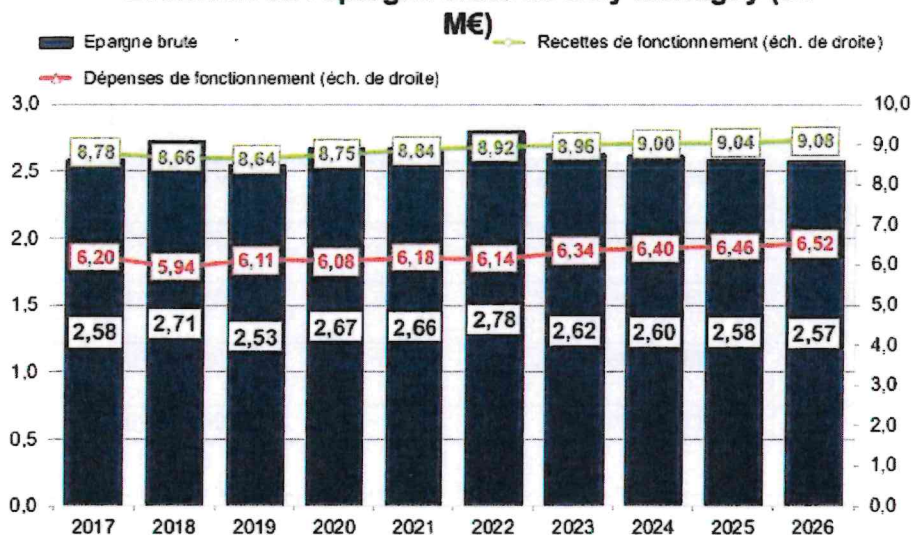
L'« épargne brute », c'est-à-dire les recettes moins les dépenses réelles de fonctionnement, permet de mesurer la capacité dont dispose la commune d'autofinancer les investissements.

L'épargne brute constitue le témoin :

→ de l'aisance de la section de fonctionnement : une épargne brute élevée suppose un potentiel d'absorption de nouvelles dépenses de fonctionnement ;

→ de la **capacité à se désendetter et/ou à investir avec un effet levier** : l'épargne brute représente donc également la « capacité d'autofinancement » de la commune (d'où l'usage du terme « autofinancement brut ») ;

Evolution de l'épargne brute de Billy Montigny (en M€)



Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

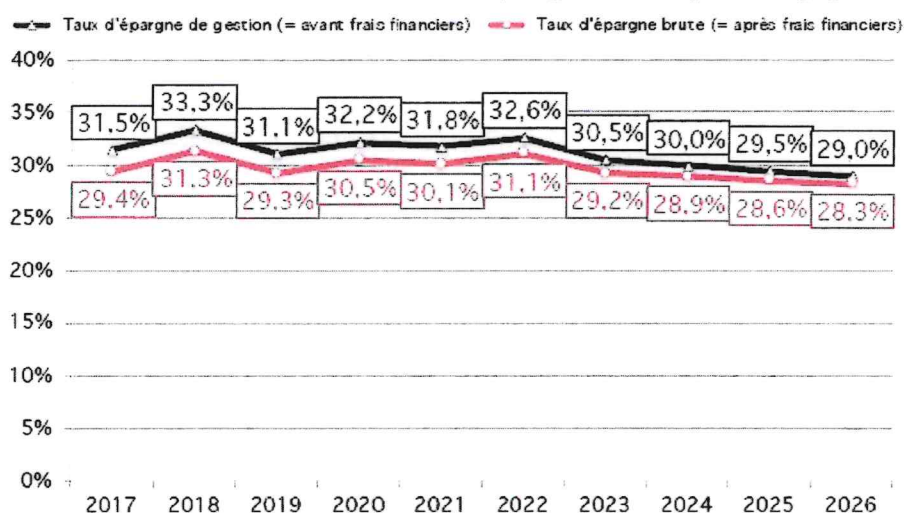
ID : 062-216201335-20250226-DEL25_01-DE

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Epargne brute par habitant	394,99	386.40	381.42	316.40	295.74

Depuis 2017, l'épargne brute de la collectivité se maintient autour de 2,6M€, oscillant très faiblement (+/- 0,1M€). L'épargne brute représente sur la période entre 31% et 28% des recettes réelles de fonctionnement (après retraitement). Les intérêts de la dette représentent en moyenne 1,5% des recettes réelles de fonctionnement.

Ce taux est très largement inférieur au taux d'alerte de 7% et même au taux recommandé de 10%. Il est considéré qu'au-delà de ce dernier taux, la collectivité a la capacité à la fois de couvrir sa dotation aux amortissements et d'assurer le remboursement en capital de la dette.

Evolution des taux d'épargne de Billy Montigny

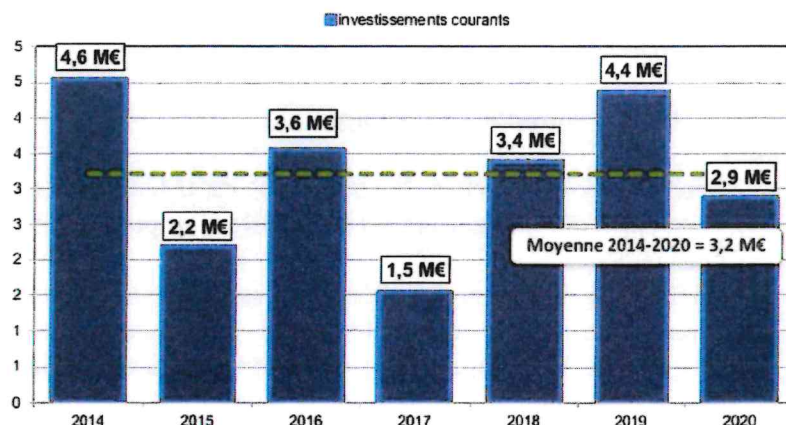
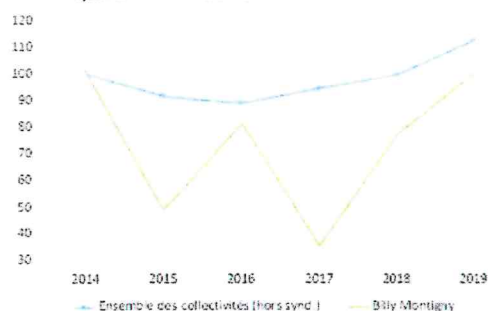


b) Un niveau d'investissement élevé et largement autofinancé

La commune de Billy-Montigny, grâce à une épargne satisfaisante, a pu développer un niveau d'investissement important au service du territoire, tout en conservant un endettement inférieur aux communes de même strate. Ce haut niveau d'investissement est financé en large majorité par l'épargne nette, les cofinancements de nos partenaires, le FCTVA.

Investissements réalisés sur la période 2014 - 2020 (M€)

Cycle de l'investissement local - base 100 en 2014



Sur la période 2014/2020, le cycle d'investissement de Billy Montigny est en dessous de la moyenne des collectivités locales. Le cycle se dessine en dent de scie pour Billy Montigny.

→ La commune a investi en moyenne sur 2015/2024 pour 4,1 M€ de dépenses d'équipement avec un niveau de dépenses par habitant de 1 165€ en 2024.

→ Plus largement, par rapport à la strate des communes de 7500/10000hbs membres d'une CA, Billy Montigny se situe toujours parmi les communes aux dépenses d'équipement par habitant les plus élevées, 78% au-dessus de la moyenne de la strate.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Dépense d'équipement par habitant	351,50 Strate identique 265 €/hbt	421,09	392,64	808,56	1 165,65
Dépenses d'équipement/Recettes réelles de fonctionnement	31,49% Strate identique : 26,10%	38,19%	34,39%	70,96%	72,49%

En 2024, les dépenses d'équipement représentent 9 508 172 euros.

2 Les recettes d'Investissement

a) Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

Le FCTVA consiste à récupérer la TVA des dépenses d'investissement de l'année N en année N+2.

Le FCTVA est une dotation d'investissement basée sur les investissements des collectivités. Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'investissement (c'est-à-dire les dépenses d'investissement TTC) et qu'ils ne peuvent directement récupérer par la voie fiscale.

FCTVA	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (estimé)
Montant perçu	527 290	670 761	500 000	397 158	427 217	1 050 000

Le taux de FCTVA est fixé à 16,404 % pour ceux réalisés à compter du 1er janvier 2015.

b) Les subventions d'équipement

Pour ce type de recettes, la collectivité est tributaire des politiques d'éligibilité décidées par les partenaires qui cofinancent les investissements programmés, ainsi que de leur capacité à tenir leurs engagements.

En 2025, la Ville entend poursuivre sa politique active en matière de cofinancements, afin de garantir un niveau d'investissement à la hauteur des enjeux en termes de construction d'équipements (notamment le complexe aquatique) et de projets urbains, pour garantir un cadre de vie de qualité aux Billysiens. Cette recherche de financements permettra de garantir, à long terme, la soutenabilité des investissements de la Ville et de limiter le recours à l'emprunt.

SLOW

Ainsi en 2024, la Ville a perçu 379 231,52 € de la Région Hauts-de-France pour le financement des travaux de construction du futur centre aquatique et 27 252 € pour des travaux d'installations de caméras vidéo-protection.

La commune a également perçu 455 947,00 € de l'Etat au titre de la DSIL pour les travaux du centre aquatique et 12 500 € pour l'installation du système de vidéo-protection.

Le Conseil Départemental a également participé aux travaux du centre aquatique à hauteur de 396 425,40 € et 10 058 € relatif à l'acquisition d'écrans pour les écoles primaires.

La CALL a participé à hauteur de 1 246 206 € pour les travaux de la nouvelle piscine.

La commune a également perçu 39 190 € au titre de la DETR pour les travaux de voirie du Vieux-Billy et 60 182,00 € pour les travaux de rénovation de l'éclairage public dans diverses rues communales. 29 397 € d'EDF correspondant à des subventions prime CEE pour des travaux de rénovation de l'éclairage public.

Enfin, la ville a perçu 125 400 € de subventions de la FDE pour des travaux de rénovation et enfouissement des réseaux dans diverses rues du quartier du Vieux-Billy.

LES PROSPECTIVES POUR L'ANNEE 2025

Grâce à une gestion fine et prudente depuis de nombreuses années, la Ville de Billy-Montigny a conservé une situation financière saine qui lui permet jusqu'ici de poursuivre la mise en œuvre des priorités du mandat, tant en matière d'investissement que de services publics.

Cette poursuite suppose évidemment d'accepter de continuer à faire preuve de vigilance et de réactivité.

Les marges de manœuvre sont toutefois désormais réduites. C'est pourquoi toute mesure unilatérale de l'Etat impactant fortement la capacité d'autofinancement acquise jusqu'ici nous obligerait à remettre en cause la qualité de son service public et/ou de son programme d'investissements

Malgré tout, la ville de Billy-Montigny va poursuivre les investissements programmés sur plusieurs exercices budgétaires, tout en continuant à œuvrer à « l'amélioration du cadre de vie de ses habitants ».

Le budget 2025 traduira à nouveau cette politique dynamique d'embellissement des quartiers et des équipements.

- **Entretien régulier des bâtiments communaux en régie : écoles, salles de sport...**
- **Poursuite de l'entretien des voiries et trottoirs dans diverses rues ;**
- **Poursuite des travaux de rénovation de l'éclairage public – (Phases 4)**
- **Maintien du soutien à la vie associative ;**
- **La municipalité poursuivra également son engagement en faveur des politiques sociales et de santé, notamment à travers l'action du CCAS mais également à travers les différentes actions menées dans le cadre des actions politiques de la ville ;**
- **La politique en faveur des élèves et des jeunes continuera à se développer : classes de neige, colonies de vacances, distribution des kits de fournitures scolaires à chaque élève à la rentrée des classes, distribution des dictionnaires aux élèves de CM2...**
- **Etude sur l'ancien Lidl, transformation en Tiers-lieu.**

Plan de financement récapitulatif des grands projets d'investissement 2025 :

Projet	Dépenses en euros TTC	Recettes en euros
Entretien voirie diverses rues	1 000 000 €	
Fin des aménagements (Voltaire etc)		162 484 € FDE/91 443 DETR
Rénovation de l'éclairage publique Phase 4	75 000 €	
Construction d'un centre aquatique	1 350 000 € (Maîtrise d'Oeuvre + fin des travaux)	Subventions sur BP 2 204 000 € (CALL, Région, Département, ADEME, ANS)
Rénovation de la couverture de la pétanque	84 000 €	-
Etude sur ancien Lidl	35 000 €	
Construction d'une maison médicale	500 000 €	-
Marché de signalisation	450 000 €	-
TOTAL en € T.T.C	3 494 000 €	2 457 927 €

CONCLUSION : une gestion fine et saine

*La ville de Billy-Montigny se caractérise fin 2024 par une **situation financière très satisfaisante**. Grâce à sa bonne gestion, la ville autofinance sa politique d'investissement pourtant soutenue. Son endettement est maîtrisé.*

*Cette épargne permet à la commune d'être très largement solvable (un peu moins de 2 ans de **capacité de désendettement**), c'est-à-dire de couvrir largement les annuités de dettes à rembourser.*

*Cette situation a permis à la ville d'**assumer une dépense d'équipement 2020/2024 de l'ordre de 25% à 30% plus élevée que la moyenne des villes comparables de l'EPCI** tout en améliorant pour autant ses ratios financiers. 391 €/ Habitant en 2021, CALL 299 €/ habitant et moyenne nationale de 315 €/ Habitant.*

Malgré la situation particulière, incertitude des décisions de l'état, où se trouve les collectivités territoriales, la majorité municipale annonce qu'elle proposera de baisser le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de 1% au budget 2025, qui sera soumis au vote de l'assemblée.

Le budget 2025 traduira les orientations présentées dans le document d'orientations budgétaires. Ces investissements ne seront rendus possibles que par une recherche constante de financements auprès des différents partenaires financiers et par la maîtrise des dépenses de fonctionnement à travers des économies de gestion et la maîtrise de la masse salariale.